

WILS SPECIAUX BERLIN LONDRES
ADRESSE PARIS (2°) : 142, Rue Montmartre
ADRESSE TELEGRAPHIQUE : HUMANITE-PARIS
TELEPHONE : GUTENBERG 02-67 02-69
VOLONTÉ ANNONCES
142, Rue Montmartre, 142

L'Humanité

JOURNAL SOCIALISTE

Directeur Politique : JEAN JAURES

ABONNEMENTS
Sans frais dans tous les Bureaux de Poste
1 an 6 mois 3 mois 1 mois
Paris 48 fr. 24 fr. 15 fr. 8 fr.
Etranger 52 fr. 26 fr. 16 fr. 9 fr.

POUR SE GARDER, IL FAUT D'ABORD VIVRE!

Comme Albert Thomas l'avait déjà fait dans une séance précédente, Bracke a eu raison, au cours du substantiel discours qu'il prononça mardi dernier à la tribune de la Chambre, de mettre celle-ci en garde contre le grave péril qui menace notre pays si la prolongation du service militaire est votée.

Où, les trois ans seront une cause d'affaiblissement général pour la nation, tant au point de vue de la production agricole et industrielle que de la production intellectuelle, et il faut être aussi aveuglé pour ne pas le voir que dénué de tout esprit pour ne pas le comprendre !

Et si l'autre jour je montrais ici même, avec des chiffres puisés dans les statistiques du ministère du travail, quelle avance l'Allemagne avait sur nous dans l'industrie et dans l'agriculture, je vais encore apporter d'autres documents pour qu'on saisisse toute l'énormité du projet du gouvernement actuel qui n'hésite pas à nous demander un effort militaire épuisant, quand nous devrions surtout nous occuper de résister à la concurrence allemande en développant et en portant à son maximum notre puissance économique.

L'Allemagne n'est pas seulement une nation militaire possédant une armée nombreuse qu'hypnotisent la guerre, ses pompes et ses œuvres. Elle est une nation travailleuse, économique et commerçante, s'enrichissant chaque jour davantage par un persévérant labeur. Et si elle demande des sacrifices pour organiser sa défense, elle ne les demande pas au point de diminuer sa productivité et de restreindre son trafic commercial.

Sans doute, comme l'a dit Bracke avec juste raison, elle se garde ! Mais elle se garde en vivant d'une vie pleine, croissante. Et la preuve c'est que tout en armant pour la guerre, elle a su conserver hors de la caserne assez de ressources en bras, en intelligences et en capitaux pour nous inférioriser sur le marché en temps de paix.

Ainsi, tandis que le commerce extérieur de l'Allemagne est passé de 12 milliards 734.400.000 francs en 1902 à 21 milliards 738.400.000 francs en 1911, soit une augmentation de plus de neuf milliards en neuf ans, la France n'a gagné que cinq milliards et demi dans le même laps de temps (8 milliards 642 millions 200.000 francs en 1902, contre 14 milliards 142.700.000 francs en 1911).

Et si, voulant connaître la nature de ce commerce, nous examinons le chiffre des importations et des exportations des deux puissances, nous trouvons 6 milliards 954 millions 4 d'importations en 1902 contre 11 milliards 787 millions 7 en 1911 pour l'Allemagne et 4 milliards 394 millions en 1902, contre 8 milliards 065 millions 8 en 1911 pour la France. Quant aux exportations, elles sont passées, en Allemagne, de 5 milliards 777 millions 1 en 1902 à 10 milliards 905 millions 7 en 1911, et en France, de 4 milliards 252 millions 2 en 1902, à 6 milliards 076 millions 9 en 1911 !

Ainsi, l'Allemagne a presque doublé son exportation, tandis que la France n'a pas augmenté la sienne d'un tiers ! De 1906 à 1911, la moyenne des émissions a été, en France, de 4 milliards 834 millions, et en Allemagne 4 milliards 829 millions. Mais, tandis qu'en France 84 % de la somme totale étaient consacrés à des valeurs étrangères de

3 à 4 0/0 de rapport, 16 0/0 seulement des 4 milliards 829 millions allemands franchissaient les frontières, et le reste, consacré à l'industrie, le commerce et l'agriculture de l'Allemagne, rapportait du 8 à 10 0/0 à leurs propriétaires ! Dans les caisses d'épargne, en 1909, 4 milliards 500 millions en France, la patrie des petites bourses, et 15 milliards et demi en Allemagne ! Trois fois et demie plus !

Aussi, la fortune totale de nos voisins a-t-elle rapidement augmenté. De 250 milliards en 1902 (estimation du professeur von Schmoller), elle atteindrait, suivant la Dresdner Bank, 330 milliards. En France, d'après les plus optimistes, la fortune serait d'environ 250 milliards ! Et l'Allemagne ne se contente pas d'accumuler des capitaux : elle s'outille et s'arme pour la lutte économique. En 1870, elle possédait 19.575 kilomètres de chemins de fer, en 1910, 61.148 !

Et si en France nous avons 13.631 bureaux de poste, elle en a 50.575. Soit, par 400.000 habitants, 79 bureaux de poste contre 24 en France. Mêmes disproportions pour les postes téléphoniques. En France, 219.333 postes ; en Allemagne, 974.640. Et tandis que nous avons une moyenne de 6 communications par habitant, elle en compte 26 !

Quant aux salaires, ils ont suivi une courbe ascendante. Et en rapprochant les données statistiques des deux Etats, M. March nous a donné — suivant des indices comparatifs d'accroissement des salaires dans six professions : forgerons, compositeurs, machinistes, maçons, peintres en bâtiment et plombiers — les chiffres suivants : en 1890-93, France et Allemagne 100. En 1900-1911, France 104,1, Allemagne 117 ! L'accroissement des salaires aurait donc été quatre fois plus fort en Allemagne qu'en France !

Aussi la consommation par habitant a-t-elle augmenté, de 1880 à 1910, dans des proportions fantastiques : pour la viande 46 0/0 ; les pommes de terre 120 0/0 ; la houille 120 0/0 ; le sucre 188 0/0, etc. Et comme le niveau de l'instruction et du savoir s'élève en raison directe de l'accroissement du bien-être, le pourcentage des recrues illettrées, qui était de 0,54 0/0 en 1890, était tombé, en 1905, à ce chiffre insignifiant de 0,05 0/0, tandis qu'en France il était encore à cette époque de 5,20 0/0.

C'est donc devant cette nation de première ligne, forte, puissante, en pleine croissance économique, que l'on va — de gâté de cœur, sans ce soucier des fatales répercussions dont notre commerce, notre agriculture, notre industrie et nos finances vont être les victimes — porter le plus terrible des coups à la France, à son avenir, et cela en la saignant à blanc : en hommes et en argent !

N'est-ce pas là de la démente, pour ne pas dire plus ? Et faut-il que la bourgeoisie possédante et dirigeante soit tombée bien bas, soit devenue bien incapable de presider aux destinées de notre pays, pour que ses hommes d'Etat, aussi petits par la taille que par l'esprit, aient une telle incompréhension des intérêts nationaux ?

COMPÈRE MOREL

La Roumanie MOBILISÉE

Vers une conflagration générale dans la Péninsule balkanique

Il n'y a plus de doute possible. Pour ne pas être une guerre « officielle », la lutte entre les alliés d'hier est une guerre comme une autre.

Ceux qui, au début de la guerre contre la Turquie, avaient si pompeusement parlé de la Croix allait combattre le Croissant pour délivrer les « frères chrétiens » sont en train de démontrer aux plus naïfs que la liberté et la vie même de ces « frères chrétiens, sont le cadet de leur souci.

Bulgares, Serbes et Grecs ensanglantent et dévastent à l'envi le territoire « libéré ». Au nom de quoi ?

Ni les uns ni les autres ne peuvent plus donner le change sur les véritables motifs de leurs actes. Jamais le cynisme des appétits sans frein n'a éclaté de manière aussi brutale qu'entre les alliés d'hier, qu'on prétendait à toute force faire passer pour de purs champions de la libération nationale, voire de la civilisation moderne.

Et voici que l'événement depuis longtemps escompté se réalise : la Roumanie s'étant, elle aussi, à la charge.

On annonce que le roi Carol a ordonné la mobilisation générale et qu'elle a déjà commencé hier à midi.

Le succès de sa « menace sous condition » qui lui a valu sans coup férir la forteresse bulgare de Silistrie, n'a pas « rassasié » la Roumanie.

Le jeu de la Roumanie L'occasion est merveilleuse, unique pour s'agrandir encore — sans grand danger — aux dépens d'un voisin qui se trouve dans l'embarras : la Roumanie l'a saisie avec empressement, dès qu'elle se fut persuadée que les alliés se faisaient vraiment la guerre.

Pourtant le jeu de la Roumanie n'est pas encore tiré au clair. Il est certain qu'elle veut profiter de la



CAROL Roi de Roumanie

situation autant que faire se pourra. Mais par quel moyen ?

Se désolera-t-elle à combattre la Bulgarie à fond, à évanouir le pays, à marcher sur Sofia ? Ou bien se contentera-t-elle d'occuper d'abord, comme on l'affirme à Vienne, la ligne bulgare Roustchouk-Varna, en attendant les événements ? Ou, en fin demandera-t-elle simplement, comme on l'affirme également à Vienne, à titre de « compensation » pour sa neutralité, la ligne Turtukal-Balchik et un port sur la mer Noire ?

Les deux dernières hypothèses semblent, pour l'instant, plus probables. La mobilisation roumaine ne serait dans ce cas qu'une nouvelle « menace sous condition » plus accentuée que la première.

Mais il ne faut pas oublier que la Roumanie ne peut pas permettre à la Bulgarie d'obtenir, par l'écrasement des Serbes et des Grecs, l'hégémonie dans les Balkans. A côté de ses appétits matériels immédiats, elle doit veiller à ce que l'équilibre balkanique ne soit pas rompu au profit de son dangereux voisin et rival.

C'est dire qu'au cas où la victoire des Bulgares sur les Serbes et les Grecs commencerait à se dessiner, la Roumanie sera forcée de jeter dans la balance le poids décisif de son armée, forte de 300.000 combattants.

Après la Roumanie, la Turquie.

La Turquie va-t-elle intervenir ?

Où, la Turquie, elle aussi, fait mine de vouloir intervenir contre la Bulgarie. Une dépêche de Constantinople affirme que la Porte a envoyé à ses ambassadeurs auprès des grandes puissances, une note déclarant qu'elle « réserve sa liberté d'action, dans le cas d'une nouvelle guerre en Macédoine ».

On sait que les troupes turques campent toujours sur les lignes de Tchataldja. La Turquie n'a donc pas besoin de mobiliser pour se lancer dans la guerre. Elle y est toute prête, autant qu'elle peut l'être dans l'état de crise politique et financière qui est le sien.

La tentation est d'ailleurs vraiment trop forte pour les vaincus de prendre leur revanche, en profitant d'une situation qu'ils peuvent considérer comme une suprême faveur du destin.

Somme toute, si la guerre serbo-grecobulgare n'est pas arrêtée à son début, on marche à grands pas vers une conflagration générale dans les Balkans. Dans le scandale et la honte de la guerre de Macédoine, il y a cependant cette consolation que, cette fois, la paix générale semble à l'abri de tout danger. Cette guerre restera localisée, ne fut-ce que pour la raison que l'Autriche et la Russie n'ont aucun intérêt à prendre parti par les armes ! — pour l'un ou l'autre des belligérants. Mais l'incendie balkanique pourra-t-il être localisé si la Roumanie et la Turquie prennent feu à leur tour ?

POUR LES MAMANS QUI ONT FAIM

Une belle oeuvre d'assistance immédiate Comment fonctionnent les cantines maternelles



LA CANTINE MATERNELLE DE LA RUE BICHAZ

Une femme pauvrement vêtue, qui portait sur le bras un petit enfant au maillot, cherche des yeux une enseignante dans la rue des Cloys, à Montmartre. Sur une boutique claire et d'aspect engageant, elle lit ces mots : Cantine Maternelle : elle entre. La voici dans la salle très simple, mais avenante, d'un restaurant populaire : des chaises de paille et des bancs, des tables recouvertes de toile cirée, à terre un damier de carreaux, aux murs, peints de tons clairs, une grosse boîte de jeu et la douce et délicate figure de Lévy-Dhurmer. Autour des tables, des femmes sont assises, mangent et boivent en causant entre elles, sans contrainte, comme les habituées d'un petit « chand de vins » des faubourgs. La nouvelle venue exhibe des papiers, veut donner des explications : on ripousse ses papiers, on arrête ses explications.

— Vous êtes mère et vous nourrissez votre enfant, madame ? Asséyez-vous et mangez : vous êtes chez vous.

« Vous êtes les bienvenues » Car l'œuvre des Cantines Maternelles qui vient d'ouvrir, 55, rue Bichaz, dans le XI<sup>e</sup> arrondissement, son dixième restaurant gratuit, a pour but de donner aux mères qui allaitent leurs enfants et aux femmes enceintes de cinq mois les deux grands repas quotidiens et cela durant un an après l'accouchement, c'est-à-dire pendant seize mois au total, sans formalités, sans enquêtes, sans interrogatoires. Les mères montrent qu'elles nourrissent ; elles prennent place à table, on ne leur demande pas leur nom. Si on les prie de s'inscrire à l'entrée sur un registre, c'est pour effectuer la comptabilité des repas, mais elles écrivent le nom qu'elles veulent ou signent d'une croix. Les femmes enceintes sont examinées à l'hôpital et rapportent un certificat anonyme. Cette discrétion et cette simplicité sont la beauté de l'œuvre : tenez, vient huit jours et cesse de venir. Elle peut reparaître et reprendre sa place, nul ne lui demande d'explications. Elle ne doit rien ; ce n'est pas une aumône qu'on lui accorde, c'est un contrat que l'on passe avec elle. « Vous nourrissez votre enfant et en échange, vous serez nourrie vous-même. »

Le service est fait comme au restaurant : une employée sert les pensionnaires et change leurs couverts. A midi, elle est de la soupe, un plat fort appétissant de viande rôtie et des légumes ; le soir, de la soupe et des légumes ; du pain à discrétion, un grand verre de bière et à volonté des boissons rafraîchissantes (eau d'orge, coco, etc.) ; le dessert complet souvent les repas et aux jours de fête, le menu amélioré rappelle aux mamans pauvres que c'est fête pour elles aussi. En composant les menus, on choisissant les légumes, on ne perd pas de vue ce fait que les consommatrices sont des nourrices : on les alimente non seulement pour elles, mais pour le plus grand bien de leurs enfants.

Le cœur des pauvres En nourrissant la mère, on sauve la vie de l'enfant. Aux cantines sont adjoints ces précieux, ces indispensables services : les consultations de nourrices. Tandis que les mamans délaissent le médecin que les hôpitaux envoient, le médecin des consultations d'hygiène et d'allaitement qui ferait le poupon robuste. Ainsi, par les soins qu'il leur fait donner au petit, des mères indifférentes à l'origine sentent l'amour s'éveiller en elles ; ainsi les négligentes sont stimulées, les paresseuses ou les découragées aiguillonnées : il faudra déshabiller l'enfant pour le montrer au docteur, il faudra le tenir propre, le présenter aussi bien soigné que l'enfant de la voisine, de la camarade de misère qui soigne bien le sien. L'amour-propre fait là des miracles. La solidarité en fait aussi. Ces mères se parlent, se communiquent leurs impressions, échangent la pauvre science qu'elles ont acquise sur l'art de soigner les petits. Et elles se prennent, convives de la même table, rapprochées par de communes infortunes et réconfortées par les mêmes soins, à s'aimer, à s'entraider, à se rendre de ces services, dont le simple énoncé touche jusqu'au cœur. L'homme qui s'est donné avec passion au développement de ces « bonnes auberges » et qui ne veut pas que son nom soit même prononcé, nous a conté qu'on voyait dans les cantines des mères qui, ayant beaucoup de lait, faisaient têter l'enfant d'une voisine de table heureusement pourvue. Une autre, une aveugle, fut conduite chaque jour deux fois à la cantine par une compagne qui faisait un grand chemin pour aller la chercher et pour la reconduire. Et ce trait ! Une mère couchait à l'Asile de nuit de la rue Saint-Jacques. Ses compagnes se partageaient son lit et le lui lavèrent. Elle avait un petit garçon à l'hôpital Bretonneau. Il mourut. Alors les autres mères, si pauvres qu'elles ne possédaient pas l'argent qu'il faut pour se nourrir, se cotisèrent pour acheter une robe noire afin que cette femme pût porter le deuil de son petit ; une d'elles travailla toute la journée à raccommoder, à ajuster la misérable robe achetée chez un brocanteur. Et sur le cercueil de l'enfant, elles déposèrent une couronne blanche qui portait cette inscription, dont la beauté nous semble incomparable : « A notre fils, les mères de la crèche. »

Pour les épuisées L'assistance directe aux nourrices permet cet inestimable bienfait : laisser l'enfant à la mère. « La meilleure goutte de lait, disait ce grand homme de bien, le professeur Budin, est celle que l'enfant trouve au sein de sa mère. » Il n'est pas de nourriture qui, pour le tout petit, vaille celle-là. Dans les cantines maternelles, la mortalité infantile est nulle parce que les enfants restent avec leurs mères. « En toutes saisons, la mortalité avec l'allaitement au sein est moitié moindre, mais pendant les mois chauds, elle est dix fois moins forte qu'avec l'allaitement artificiel. » Voilà ce qu'il faut proclamer. « Le salut, c'est le lait de la mère ». Mais encore faut-il que la mère puisse allaiter. Dans les cantines maternelles, on constate cette chose qui est navrante : si bien nourrie qu'elle soit, actuellement, la mère, usée par les privations passées, par le surmenage, par la misère, ne donne plus à son enfant qu'une quantité de lait insuffisante : le petit affamé, stérile. Alors, à chaque mère qui en a besoin, on remet tous les jours le supplément de lait stérilisé nécessaire, en petites bouteilles du contenu d'une tétée.

Sept sous ! L'œuvre des Cantines Maternelles a distribué jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1913 un total de 770.154 repas. Que de vies sauvées, que de petits enfants protégés ! L'œuvre tire ses ressources de cotisations volontaires. Et que l'on veuille bien noter ce chiffre : un repas complet revient à trente-cinq centimes. Chaque fois, camarades, que vous mettez sept sous dans l'une des boîtes de l'œuvre, c'est à une maman malheureuse que vous assurez un repas, c'est à un poupon que vous assurez du lait. Et sept sous, c'est le prix d'un apéritif !

L.-M. BONNEFF.

Les Cantines Maternelles, ouvertes tous les jours de 11 heures à une heure et de six heures à huit heures du soir sont situées : 16, quai de l'Hôtel-de-Ville (2<sup>e</sup> arr.), 3, rue de l'École-Polytechnique (5<sup>e</sup> arr.), 59, rue Bichaz (10<sup>e</sup> arr.), rue des Boulets (11<sup>e</sup> arr.), 8, rue Lahire (13<sup>e</sup> arr.), 49, rue Gutenberg (15<sup>e</sup> arr.), 17, boulevard Bessières (17<sup>e</sup> arr.), 35, rue des Cloys (18<sup>e</sup> arr.), 23, rue Saint-Fargeau (20<sup>e</sup> arr.), 33, rue Gide, à Levallois-Perret.

Le trésorier de l'œuvre, 41 bis, boulevard Lannes, reçoit avec reconnaissance les dons les plus minimes.

En raison du prochain départ pour les vacances nous informons nos lecteurs que nous recevons, à dater de ce jour, des abonnements de 15 jours au prix de 1 fr.

Le Coup de Force DU GOUVERNEMENT

Les arrestations ont provoqué en province une vive émotion

Nantes, 3 juillet. — (De notre correspondant particulier.) — En vertu des deux mandats d'arrêt reçus de Paris, le Parquet a fait arrêter les camarades Varnat Jean, secrétaire du Syndicat des dockers, et Lebon Yves-Marie, trésorier.

M. Martin, procureur de la République, a fait relâcher ce dernier, qui n'était pas trésorier du Syndicat des dockers à l'époque indiquée par M. Drioux. L'indignation est générale dans la classe ouvrière et la plus vive irritation se manifeste parmi les dockers.

Ce n'est pas tout. Notre camarade Savariou, secrétaire de la Bourse du travail ; Lamay, secrétaire de l'Union métallurgiste ; Cassin, secrétaire de l'Union des Syndicats de la Loire-Inférieure ; Gomi-chon, secrétaire du Syndicat des locataires sont inculpés d'avoir organisé la manifestation qui s'est déroulée jeudi dernier 26 juin, dans les rues de Nantes, et vont être poursuivis. Cette manifestation, non préparée, s'est organisée spontanément. Vont-ils poursuivre les 10.000 ouvriers qui en faisaient partie ? Quelle honte ! — C. B.

L'ARRESTATION D'HERVIER

Bourges, 3 juillet. — (De notre correspondant particulier.) — Le conseil d'administration de la Bourse du Travail de Bourges s'est réuni d'urgence, jeudi soir, afin de prendre toutes les mesures nécessaires par l'arrestation de son secrétaire général. C'est Galantius qui a été nommé secrétaire par intérim ; Amichot trésorier et Légeret délégué à la permanence.

Une protestation par affiches a été décidée et l'organisation d'un meeting a été envisagée pour la semaine prochaine. Les organisations sont prêtes à relever le défi insolent du gouvernement et à poursuivre une propagande énergique contre la réaction éssarienne.

Quant à la famille de notre ami, elle sera mise à l'abri du besoin pendant toute la durée de son incarcération. — H. L.

A MARSEILLE

A l'issue d'une réunion, les membres du conseil d'administration de l'Union des Chambres syndicales ouvrières de Marseille ont voté un ordre du jour protestant énergiquement contre l'arbitraire du pouvoir et l'arrestation des militants syndicalistes.

Ils se déclarent en outre résolus à soutenir de toutes leurs forces la C. G. T. et à combattre sans répit le projet réactionnaire des trois ans.

LES INTERROGATOIRES

Le juge Drioux a fait subir, hier, un rapide interrogatoire d'identité à Tessan, secrétaire du Syndicat des métallurgistes de Vincennes, et à Louis Monchard, secrétaire du Syndicat du bâtiment de la Seine, arrêté à Orléans et transféré à Paris.

Tous deux ont été écroués à la prison de la Santé.

Les procédés de M. Drioux

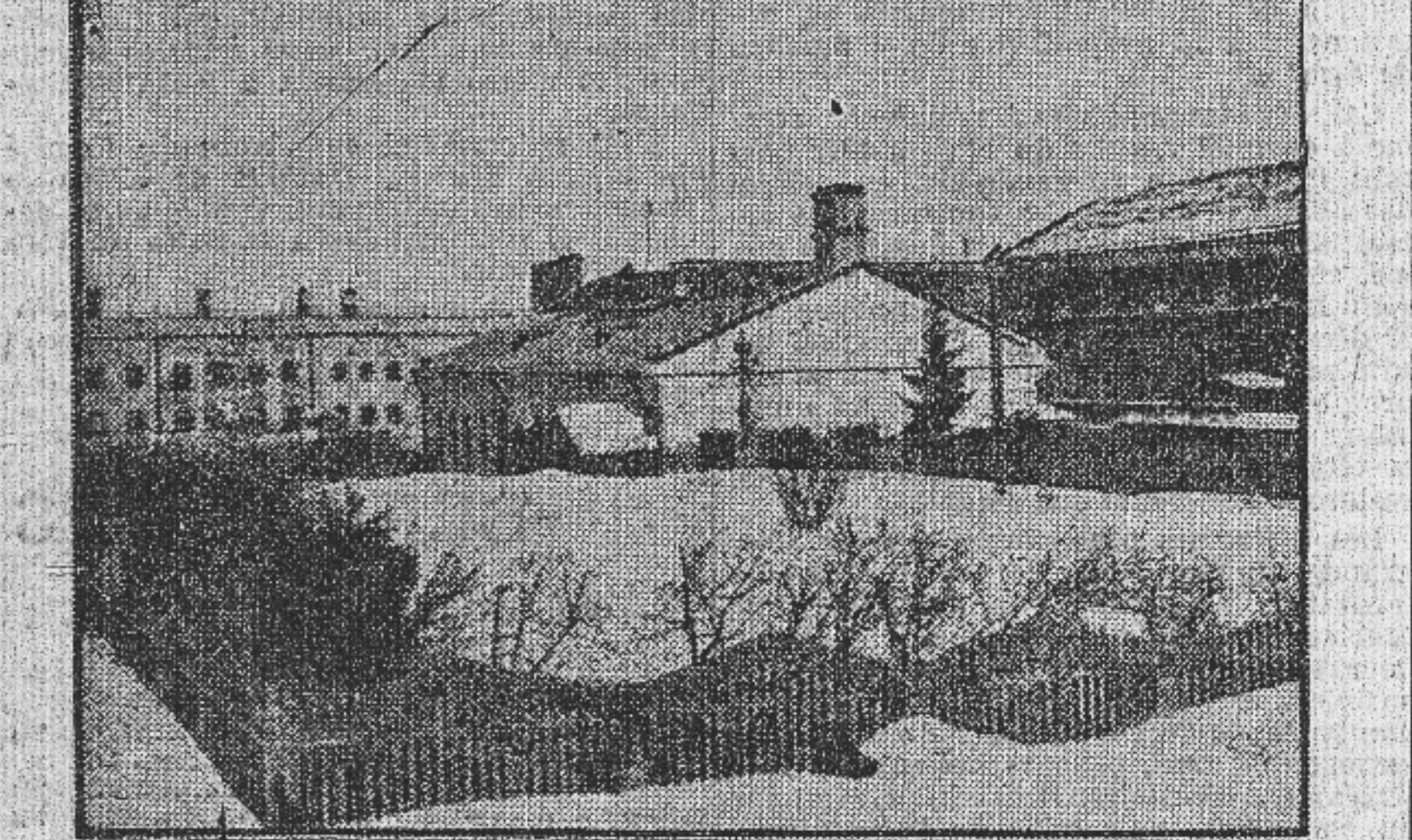
La campagne du camarade Hubert avait demandé et obtenu un permis pour visiter son mari. Ce permis lui fut adressé par M<sup>e</sup> Berthoin, mais n'arriva pas à destination. Aurait-il été subtilisé en cours de route ? C'est fort possible.

Toutefois, est-ce Mme Hubert s'est vu refuser l'accès de son mari. On la renvoya près de M. Drioux qui, tout de go, lui déclara qu'il ne délivrait plus de permis. Cependant, devant son insistance, il consentit à lui en remettre un au bas duquel il porta cette annotation : « Ce permis n'est valable que si le nommé Hubert n'est pas prisonnier au régime politique, au cas contraire, il appartient à l'administration pénitentiaire de statuer. »

M. Drioux, qui n'ignora pas que Hubert est avec ses camarades au régime politique, n'a pas craint d'abuser une malheureuse femme en lui remettant un permis qui n'en est pas un.

DANS LA PRISON DE SCHLUSSELBOURG

Quelques atrocités nouvelles de la police tsariste



Le côté nord de la prison de Schlusselfourg, où sont détenus les politiques.

Le journal juridique Pravo (Le Droit) publie une lettre que la fraction socialiste de la Douma vient de recevoir sur le régime de la prison de Schlusselfourg. Cette prison construite pour 400 détenus en contient actuellement 900. La nourriture est immongeable ; les conditions hygiéniques insupportables ; les secours médicaux tout défaut. Pendant l'année 1912, quarante-cinq détenus politiques et douze de droit commun ont passé 3.213 journées dans des cachots noirs.

Ce régime occasionna la mort des détenus dont les noms suivent : Andersen, Boudanof, Efimof, Kouragév, Sapognikof, Sikorsky, Skorodounof, Timofév et Totomirof. On omit de cachot pour la moindre peccadille. On n'enleva à Sapognikof les fers dont il était enchaîné, qu'une heure avant sa mort pendant l'agonie.

Les deux derniers mois la folie est devenue plus fréquente. Sont devenus fous : Altounof, Kortchevsky, Israil, Mikhalovsky, Neuman, Roudkovsky et Zeitlin. Le détenu politique Kondratenkof a été fusillé pour avoir demandé à un gardien un verre d'eau, etc., etc. — E. R.

L'Audace de l'« Echo de Paris » L'Echo de Paris a vraiment de l'audace. Il rend compte du dépôt de la pétition contre les trois ans, et il ose demander : Combien y a-t-il de signatures sérieuses ? L'Echo de Paris oublie qu'il a, au même moment que nous, annoncé une pétition. Pendant trois jours, il a même publié les noms des rues où habitaient les signataires. Nous ripostons donc à l'Echo de Paris : — Combien avez-vous de signatures — ne disons pas sérieuses, mais de signatures tout court ? Pourquoi l'Echo de Paris n'a-t-il pas conservé le silence, comme le Matin ? A la bonne heure, l'information n'est ainsi ni fautive ni trop audacieuse et on reste un journal qui informe bien ses lecteurs, d'une façon probante sur toutes choses ! !

Le Contre-Projet Boncour-Messimy n'est repoussé qu'à 46 voix de majorité

M. BARTHOU, SAUVÉ PAR LA DROITE EST CONSPUÉ PAR LES GAUCHES

Jaurès dénonce un nouveau Scandale militaire

LA BATAILLE CONTINUE

J'ai à peine besoin de dire qu'en votant la « prise en considération », c'est-à-dire le renvoi à la Commission, du contre-projet Boncour-Messimy, les socialistes n'en approuvaient nullement toutes les parties. Ils étaient et ils demeurent opposés absolument à toute « rallonge » du temps de service. Mais ils voulaient, contre un ministère posant la question de confiance, limiter le plus possible les effets funestes de la loi de trois ans. J'ajoute qu'il y avait dans le contre-projet Messimy des dispositions techniques très intéressantes et très dignes d'étude.

Ce contre-projet a été écarté, et je reconnais nettement que par là un des plus sérieux obstacles au progrès de la loi de trois ans a été franchi. Il y a là, pour la réaction, pour la majorité de la droite, du centre et des radicaux militaristes une victoire indéniable. Mais ils ne sont pas au bout. C'est chose grave pour la loi d'avoir eu contre elle 265 républicains de gauche. Le triomphe de la droite est si éclatant qu'il en devient dangereux pour elle-même. Car il est impossible que la dé-

mocratie républicaine ne soit pas frappée du vote d'hier. MM. Dumont, Kleiz et Massé seront seuls à ne pas comprendre.

Et maintenant la loi de trois ans va se heurter, si je puis dire, à ses propres difficultés. Le mécanisme construit par la Commission est absurde. Et j'ose dire qu'il ne résistera pas à la discussion. Je crois que de ce côté nous aurons bientôt notre juste revanche. Mais même si la Chambre devait aller jusqu'au bout de l'œuvre d'impopularité et de réaction, nous continuerons la lutte sans nous lasser. Il nous suffira de quelques mois pour obliger le gouvernement à renouer au maintien de la classe. Combien de temps durerait la loi de trois ans si, par aventure, elle était votée ?

JEAN JAURES.